

A la veille de la pause estivale, ce septième bulletin vous parvient alors que les projets du Ruche sont nombreux pour les prochains mois. Les périodes de confinement furent l'occasion d'organiser une série de webinaires : malgré toutes les limites du « distanciel », ces séances furent souvent l'occasion d'une participation importante et elles ont permis de faire connaître des travaux en histoire environnementale, par-delà les spécialisations de chacun·e.

Malgré les reports, Thomas Le Roux et Raphaël Morera ont finalement pu organiser le colloque « La nature sous contrat » en visioconférence, les 7 et 8 juin dernier. La qualité des contributions a été soulignée et la participation importante lors des sessions témoigne de l'intérêt suscité par le sujet.

L'assemblée générale des membres du Ruche s'est tenue lors de ce colloque, le 7 juin. Elle fut l'occasion de renouveler les instances de notre association. Le conseil d'administration accueille ainsi des membres du Ruche qui n'avaient encore jamais participé à nos instances. Le Bureau est également renouvelé, après son élection lors de la première réunion du Conseil d'administration, le 28 juin dernier. Vous retrouverez la composition du CA et du Bureau dans les pages de ce bulletin.

Déjà, de nombreux chantiers et de nombreuses activités ont été proposées par les membres du CA pour animer le Ruche à partir de la rentrée. L'un des enjeux des deux prochaines années sera notamment de penser l'évolution du fonctionnement de l'association. Comme en 2019, le nombre de candidat·e·s au CA a été très élevé en 2021. Si cela témoigne, on peut s'en réjouir, du dynamisme du Ruche, cela invite aussi à proposer d'autres formes d'implication en son sein, alors que les effectifs continuent de croître. Un groupe de réflexion sur le Ruche sera ainsi chargé d'envisager de nouvelles modalités de fonctionnement, dans l'optique de faire évoluer nos statuts

et nos instances pour permettre à chacun·e de s'investir.

Le soutien du Ruche aux jeunes chercheur·e·s fait partie des chantiers qui doivent être poursuivis. Les membres du CA se proposent ainsi de réfléchir aux conditions pour pérenniser une bourse de soutien à la rédaction de mémoires de master, d'une part, et pour créer un dispositif d'aide à la publication, d'autre part. Des ateliers de relecture visant à aider la finalisation d'articles avant leur soumission devraient être organisés, par et pour des jeunes chercheur·e·s. De fait, ils et elles contribuent amplement au dynamisme du Ruche depuis sa fondation et nous devons nous donner les moyens de soutenir leur implication.

Sur le plan scientifique, des webinaires mensuels, sur des formats courts, devraient être maintenus afin de favoriser l'information et la discussion autour de publications récentes en histoire environnementale. Un programme semestriel devrait être diffusé dès la rentrée. Le Ruche devrait soutenir l'organisation de deux colloques pour l'année 2022, permettant enfin un retour aux initiatives « en présence ». Celui-ci devrait se confirmer dès la fin 2021, puis début 2022, avec le soutien qui sera apporté à l'organisation de deux colloques. Enfin, au moment du cinquantenaire du Sommet de Stockholm (juin 2022), notre association organisera l'événement « la Ruche de l'histoire », une initiative de valorisation de l'histoire environnementale à l'échelle nationale (voir dans ce bulletin).

Les projets sont donc nombreux, les finances devront suivre... Profitons-en pour vous rappeler la nécessité de renouveler votre adhésion au Ruche ! Enfin, toutes les volontés seront les bienvenues pour garantir le succès de ces initiatives !

Le Bureau du Ruche

Édito .....	page 1
Journées d'études et colloques à venir.....	pages 2-5
Appels à contributions.....	page 6
Compte rendu.....	pages 7-10
Avis de parution.....	pages 10-13
Instances du RUCHE.....	pages 14-15

# Journées d'études et colloques à venir

## Colloque international : "D'arbres et d'eaux. Géohistoire, mobilité et hybridité des zones humides boisées",

La maison du lac de Grand Lieu, Bouaye (44), les 2, 3 et 4 septembre 2021

**Organisateurs:** GHFF, GHZH, CNFG Commissions de Biogéographie; Géographie des Mers, côtes et îles ; Géographie historique du CNFG.

Fréquentes et variées, confondues et entrelacées, les forêts et les zones humides forment de riches mosaïques produites, depuis au moins le Néolithique, par l'ensemble des interactions entre les processus naturels et les interventions des sociétés humaines, et plus généralement entre les êtres vivants et la mer, entre eux et l'eau. Particulièrement mobiles, elles sont pourtant peu abordées de manière conjointe, les études cloisonnant les objets forêt et zones humides dans des compartiments scientifiques étanches, et sont encore plus rarement examinées en s'interrogeant sur les dynamiques fonctionnelles qui les unissent et sur leurs évolutions spatio-temporelles. Il s'ensuit une certaine méconnaissance de ces objets hybrides qui défient tout à la fois les écologues, les environmentalistes et les géohistoriens des milieux; et bien sûr tous les gestionnaires de la nature qui n'y trouvent ni tout à fait des forêts, ni des zones humides mais des bois humides ou des marais boisés! De même, les ripisylves, davantage étudiées, participent de cet entre-deux qui brouillent les perceptions. L'objectif de ce colloque est donc de porter un nouveau regard sur les forêts et zones humides, littorales ou intérieures, attentif aux interférences historiques entre êtres humains et nature. Au moment où l'haliotropisme et le changement climatique modifient et fragilisent considérablement ces espaces littoraux, ce regard vise à susciter une autre approche de la gestion durable de ces écosystèmes complexes. Si les littoraux européens et les zones humides intérieures mêlant bois et marais sont privilégiés, l'importance des transferts des modèles européens aux espaces qui furent ou qui sont encore soumis à son influence – l'assèchement des marais par les plantations arborées, notamment – conduit à s'ouvrir également aux littoraux ultra-marins et à leurs marais intérieurs et à ceux des anciennes colonies des pays de l'Europe de l'Ouest. De même, ne faudra-t-il pas négliger les transferts effectués en sens inverse, les modèles de gestion des écotones humides et boisés des pays du Sud ayant pu servir d'exemples pour l'Europe.

**La suite et le programme sur :**

<http://ghzh.fr/images/2021.05.03%20D'arbres%20et%20d'eau.%20Colloque%20GHFF-GHZH-CNFG.%20Bouaye%202-4%20septembre%202021.pdf>



# Journées d'études et colloques à venir

## Colloque "Dominer la nature, naturaliser les dominations" campus Condorcet (93) les 2 et 3 novembre 2021

organisé par Justine Audebrand, Jonas Matheron et Hugo Vidon (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, LaMOP et SIRICE),

### Extrait de l'argumentaire issu de l'appel à communication :

La naturalisation d'un phénomène social est, dès l'Antiquité, une stratégie utilisée par certains groupes sociaux pour imposer des rapports de domination : c'est par exemple le cas de la réification des esclaves. Cependant, les éléments associés à la « nature », et la définition même de ce qu'est la « nature », changent selon les contextes et les configurations sociales. Nous souhaitons interroger ces usages des catégories « naturelles », ainsi que le double-sens du mot « nature » : elle est à la fois un espace opposé aux espaces culturels, et une identité perçue comme intrinsèque aux individus. Nous nous intéressons tout particulièrement aux liens qui sont parfois faits entre ces deux définitions dans un but de contrôle social, ainsi qu'à la remise en cause de ces phénomènes.

La naturalisation des dominations sociales est un phénomène connu, qui s'applique notamment dans le champ de la classe, du genre et de la race. En attribuant des caractéristiques physiques à la pauvreté, en identifiant le sexe avec le genre et en leur attribuant des caractéristiques sociales, ou en créant une division ethnique de la société autour de la race, de nombreux phénomènes de domination ont été rendus évidents en les biologisant. De la même manière, la constitution d'une identité collective pour un peuple (l'ethnogenèse et les récits des origines étudiés par Magali Coumert) a pu contribuer à rendre évidente, naturelle, l'organisation de nombreuses sociétés. Si ces phénomènes sont connus, leurs critiques et leurs remises en cause sont également d'un grand intérêt pour analyser leur construction.

Le mouvement inverse, mais complémentaire du premier, est celui de la domination de l'environnement, en créant une « nature » radicalement différente de la sphère humaine (la « culture »). Par cette différence, il est devenu concevable de s'extraire de la nature, et donc de pouvoir l'exploiter à des fins productives. Cette différence a été construite par des discours (Descartes qui fait l'homme « comme maître et possesseur de la nature »), mais aussi par des pratiques comme la cartographie, analysées en histoire ou en géographie. Ce « grand partage », remis en cause dès les travaux de Philippe Descola, puis par la crise écologique et les questionnements sur l'impact de l'humanité, a également été mis au service des catégories sociales dominantes...

**La suite et le programme sur :**

**<https://lamop.pantheonsorbonne.fr/actualite/dominer-nature-naturaliser-dominations>**



Visuel : Margot Oiseau Mouchet



# Journées d'études et colloques à venir

## Colloque international : "Des essais au désert. Pour une histoire comparée et transnationale des sites des essais nucléaires"

organisé par Renaud Meltz (CRESAT) et Alexis Vrignon (CRESAT) :

Depuis l'automne 2019, l'équipe «Écrire l'histoire du Centre d'Expérimentation du Pacifique(CEP)», qui réunit une quinzaine de chercheurs en histoire, histoire de l'art, géographie, sociologie, littérature et anthropologie, organise un séminaire «Pour une histoire transnationale et comparée des installations et des essais nucléaires» (MSH du Pacifique-CRESAT-INALCO). Le séminaire prend en compte les circulations et les transferts d'expériences autour des essais, qu'il s'agisse des décideurs, des militants ou de l'ensemble des populations concernées par un régime de nucléarité qu'on peut définir comme la conscience de prendre part à la vie de sites et d'installations nucléaires.

L'audience de ce séminaire, les contacts noués avec les intervenants et auditeurs français et étrangers, le souhait de communiquer les fruits de nos recherches sur le CEP mais aussi de les confronter à des situations comparables ou imbriquées, nous conduisent à organiser un colloque international consacré aux sites d'essais nucléaires dans le monde, envisagés sous l'angle du territoire, du politique et de l'environnement. Le colloque se propose d'interroger le choix des sites, la construction et le fonctionnement des installations,

leurs acteurs et les relations qui se nouent entre eux, les héritages enfin, de lieux perçus comme marginaux, aux déserts, steppes, et océans, mais qui occupent une place centrale dans la mémoire des sociétés humaines, tout en demeurant très peu documentés.

Plus d'informations sur  
<https://www.cresat.uha.fr/appel-a-communications-histoire-transnationale-des-sites-dessais-nucleaires/>

Le colloque se tiendra du 19 au 21 janvier 2022 à Paris.



# Journées d'études et colloques à venir

Nous signalons également la tenue :

du onzième **Congrès de l'Association des Cercles francophones d'histoire et d'archéologie de Belgique**, qui se tient à Tournai du 19 au 22 août 2021, compte une section (section 7) relative à l'histoire de l'environnement et de l'aménagement du territoire: <https://congreswapi2020.be>

d'un Forum numérique "**Mobilisations environnementales à l'Est : approches régionales et locales (1986-2020)**" coordonné par Laurent Coumel (CREE, INALCO) et Camille Robert-Boeuf (LADYSS, CNRS) en septembre 2021

d'une journée d'étude : « **De l'estran aux abysses : une environnementale du fond de la mer** », coorganisée par Romain Grancher et Solène Rivoal qui se tiendra en décembre. Plus d'informations à l'automne sur le site du RUCHE.



# Appels à contributions

## Appel à contributions – 6ème journée suisse d'histoire sur le thème de "la nature"

D'après le site <https://www.geschichtstage.ch>

En mai 2021, la « Commission Journées d'histoire 2021-2023 » a retenu près de 80 Panels, promettant 3 jours de congrès d'une grande densité et aux thématiques diversifiées.

Les Panels constituent le noyau des Journées d'histoire. Un Panel est une session de 90 minutes se composant de 3 exposés, les Papers. Chaque Panel est sous la responsabilité d'une ou deux personnes. Ces dernières sont en charge de la thématique générale, peuvent proposer un commentaire et modérer la séance. En outre, ils doivent s'assurer que leur Panel sera bien composé de 3 exposés/Papers. Pour ce faire, il était possible de proposer 2 communications dans le cadre du Call for Panels, mais le troisième emplacement devait rester libre.

Le présent Call for Papers sert donc à compléter chaque Panel. En prenant connaissance de la liste des Panels, toute personne intéressée pourra faire acte de candidature pour intégrer un Panel avec un Paper.

Les coordonnées des responsables de Panel sont consultables sur la page dédiée. En cas d'intérêt, il suffit d'envoyer un email avec, en pièce jointe, un titre de Paper et un abstract de 1500 signes (règlement).

**Délai : 31 août 2021**



[Sprung über den Bach], Hans Blösch  
(Hg.): Heinrich Wölflis Reise nach  
Jerusalem : 1520-1521. Bern :  
Schweizer Bibliophilen-Gesellschaft,  
1929, ETH-Bibliothek Zürich, Alte und  
seltene Drucke, Public Domain Mark.

# Compte rendu

## Compte-rendu du colloque « La Rose et les Verts. Une histoire environnementale de Mai 1981 et des “années Mitterrand” », 23 et 24 juin 2021 à l’AgroPariTech

Alors que les décennies 1980 et 1990 sont progressivement investies par les historiennes et historiens, l’anniversaire de la victoire de François Mitterrand en mai 1981 fournissait un bon prétexte pour donner un coup de projecteur sur l’historiographie hexagonale de cette période encore proche ; c’est d’autant plus vrai quand les travaux font défaut pour documenter certaines dimensions. Les organisateurs de ces deux journées, Renaud Bécot (Sciences Po Grenoble, PACTE) et Christophe Bonneuil (Centre de recherches historiques, CNRS-EHESS), ont donc saisi cette occasion pour nous inviter à relire les « années Mitterrand » à partir des questionnements de l’histoire environnementale, en cherchant à faire dialoguer et à mettre en cohérence entre elles des recherches parfois isolées les unes des autres. A partir d’approches historiographiques variées, ces deux journées ambitionnaient ainsi d’interroger le legs de la configuration politique mitterrandienne au prisme de l’environnement, le double parrainage de la Fondation Jean Jaurès et de la Fondation de l’Écologie politique venant faire écho au titre du colloque : « La Rose et les Verts ». Les journées ont permis un retour au « présentiel » malgré une jauge limitée. Une cinquantaine de personnes a pris part et assisté aux discussions, dans les locaux de l’AgroParisTech.

Il paraissait important de pointer, pour cette période, le manque relatif de travaux assumant une perspective environnementale dans la mesure où ces années ont vu se dérouler des mutations majeures en la matière : institutionnalisation politique de l’écologie de parti, sans doute, mais aussi verdissement des discours et de certaines politiques publiques, en même temps qu’accélération de la mondialisation et des dégâts afférents... Dès lors que l’on s’intéresse à l’histoire des possibles, le cadrage chronologique et politique du colloque permettait aussi d’analyser, en filigrane et de manière critique, les grandes orientations qui ont été prises, à l’aune des fenêtres d’opportunité et des configurations sociopolitiques d’une époque où les alertes environnementales avaient déjà gagné quelque consistance, où certains sillons de dépendance n’étaient, à l’évidence, pas aussi creusés qu’aujourd’hui, et où des transitions relativement douces restaient plus facilement envisageables en certains domaines.

Les contributions se sont articulées autour de quatre entrées thématiques, que l’on va tâcher de résumer à grand traits ci-dessous.

*Une écologisation de la politique et du droit ?* Les communications de **Sébastien Repaire** et **Cécile Blatrix** s’attachèrent à souligner la complexité et les contradictions du paysage

politique écologiste de la période, éclaté en différentes chapelles, partagé entre un compagnonnage avec le pouvoir socialiste et une attitude de franche opposition. L'affaire du Rainbow Warrior (juillet 1985), comme il a souvent été rappelé, a cristallisé les incompréhensions et inimitiés entre « la Rose » et les Verts, et installé un profond malaise chez les partenaires écologistes de la majorité, comme Huguette Bouchardeau, alors ministre de l'Environnement. La présentation de **Jean Bérard** s'est écartée de l'histoire strictement politique pour s'intéresser au droit de l'environnement : les années Mitterrand constituent-elles une alternance juridique en la matière ? La réponse est nuancée : c'est plutôt le poids des inerties qui est à souligner, et l'environnement demeura un secteur marginalisé du droit français.

*Mobilisations collectives et interventions publiques dans les domaines de la santé au travail et des pollutions.* Cette session permit au collectif « **350 tonnes et des poussières** » (**Renaud Bécot, Clémentine Comer, Gabrielle Lecomte-Ménahès, Anne Marchand, Pierre Rouxel**) de présenter une recherche en cours sur l'exposition dite « passive » d'agents de la fonction publique à l'amiante, en fondant l'enquête sur une mobilisation menée autour du bâtiment administratif du Tripode à Nantes. Cette étude éclaire l'incurie des pouvoirs publics dans l'application des normes sanitaires, ainsi que le compromis social qui se construit à l'heure de la « modernisation de l'État » pensée par les gouvernements socialistes. Une autre contribution, d'**Anne Marchand et Benoît Belloni**, s'est attachée aux recompositions du champ de la santé au travail, en documentant la manière dont les réflexions nées des luttes des années 1970 furent partiellement réinvesties au début de la décennie suivante. La communication souligne particulièrement le rôle des ministres communistes (Jack Ralite) pour mettre en visibilité l'origine professionnelle de certaines pathologies, tout en soulignant que cette séquence reste très éphémère. **Laurent Warlouzet** a clôturé la session en faisant état des avancées du ministère Bouchardeau dans la lutte contre la pollution automobile. En se fondant notamment sur les archives du Cabinet Bouchardeau, la communication a permis d'éclairer les difficultés d'établir un positionnement français dans les négociations européennes concernant l'essence sans plomb, venant ainsi rappeler l'importance croissante de l'échelle européenne au cours de ces années.

*Politiques énergétiques, enjeux climatiques et résistances sociétales.* L'essentiel des communications de cette session avait trait, sans surprise, à l'enjeu nucléaire, étudié à plusieurs échelles et dans différents territoires. **Yves Bouvier** a d'abord dessiné les contours généraux de ce « nucléaire de gauche », surtout marqué par la continuité avec la période giscardienne, ce que **Louis Fagon** a également montré à une échelle régionale, celle du bassin du Rhône, en s'intéressant au point de vue et au positionnement des acteurs locaux



concernés : élus, militants antinucléaires, populations. **Alexis Vrignon** a présenté un pan de sa recherche sur l'histoire et la mémoire des essais nucléaires en Polynésie, en proposant un panorama des réseaux d'opposants. Le dernier exposé, par **Christophe Bonneuil**, a étudié la circulation des alertes sur le réchauffement climatique dans le milieu très informé des grandes entreprises pétrolières sur la période qui nous occupe, sans pour autant que cette prise de conscience relativement précoce fût suivie de décisions propres à infléchir ces courbes inquiétantes.

*La question des territoires : agriculture, montagne.* **Jean-Philippe Martin**, historien de la nouvelle gauche paysanne, a montré comment celle-ci a intégré, à partir des années 1980, des préoccupations écologiques, celles-ci étant jusque-là relativement marginales dans les discours de groupes contestataires comme les paysans-travailleurs, par exemple. **Steve Hagimont**, enfin, a interrogé la loi Montagne de 1985 du point de vue de la durabilité. Alors que le projet de loi initial présentait une ambition forte dans le domaine de la protection de l'environnement, l'étude montre que les révisions successives de la loi érodent nettement sa portée. Finalement, la loi s'inscrit bien dans une histoire longue des conditions de mise en tourisme de la montagne.

Les présentations des chercheurs et chercheuses ont été complétées, à la fin de chaque session thématique, par l'intervention d'un « grand témoin », ayant vécu de l'intérieur les événements dont il était question et confrontant son expérience propre aux hypothèses et conclusions qui venaient d'être développées. Ce fut souvent pour apporter des nuances sur la façon dont ces processus furent ressentis par les acteurs eux-mêmes, pour souligner des éléments de contexte, ou relever certains détails intéressants. On peut retenir par exemple l'intervention de Didier Minot, ancien membre du cabinet d'Édith Cresson quand celle-ci était ministre de l'Agriculture (1981-1983), qui a insisté sur l'existence méconnue d'un ambitieux projet socialiste pour l'agriculture en 1981, élaboré au sein du PS en concertation avec la frange progressiste du milieu agricole, et préfigurant les revendications des décennies suivantes autour de l'agriculture paysanne. Le projet fut rapidement mis au rencard par le président Mitterrand une fois l'élection remportée, pour privilégier la continuité de la cogestion de la politique agricole avec la FNSEA, à la grande surprise des dirigeants syndicaux eux-mêmes. De même, Bernard Laponche a témoigné d'une désillusion similaire face à l'action du gouvernement socialiste dans le domaine de l'énergie. Ancien militant CFDT impliqué dans les mobilisations contre le programme nucléaire, puis directeur général de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie dans les années 1980, il souligne que les principaux artisans de la réflexion socialiste sur les enjeux énergétiques furent écartés après Mai 1981. Les ministres en charge de l'énergie furent ainsi des personnalités qui disposaient d'une expérience et de compétences limitées dans ce domaine. La tonalité du témoignage de Brice Lalonde, secrétaire d'État puis ministre délégué à l'Environnement



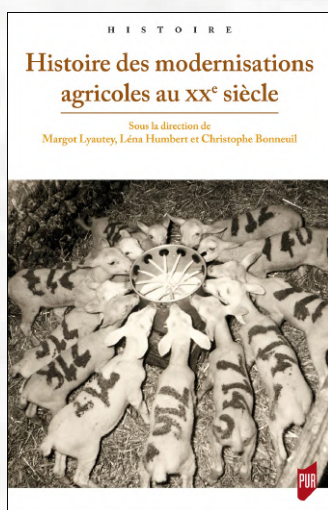
entre 1988 et 1992, fut toute différente : tout en plaçant pour la constitution de véritables humanités environnementales pour faire face à la gravité des enjeux actuels, il s'est montré personnellement très satisfait de son action en tant que ministre. Les prises de parole des grands témoins ont ainsi pu donner la mesure des quelques progrès (surtout symboliques ?) de l'écologie de gouvernement pendant les années Mitterrand, mais plus encore des fenêtres d'opportunité négligées, des rendez-vous manqués, ou encore de la relative contingence des défis environnementaux dans un agenda politique gouverné par d'autres priorités.

En résumé, ce colloque aura permis d'opérer un tour d'horizon de quelques chantiers pouvant être rattachés à l'histoire environnementale, ou du moins en être rapprochés, concernant cette période. Certaines contributions se sont inscrites dans une histoire politique somme toute classique, d'autres ont assumé des entrées thématiques et des problématiques plus originales. On peut regretter que certains sujets importants n'aient pas été traités ou approfondis par les participants ; ainsi de la bétonisation croissante des territoires, des pratiques néocoloniales en Françafrique (et plus largement des relations inégales avec le reste du monde), ou encore de l'internationalisation de la défense de l'environnement... Si ces journées ont posé davantage de questions qu'elles n'en ont résolues, elles ont néanmoins eu le mérite de montrer que l'histoire environnementale de ces années Mitterrand, bien loin d'être déjà écrite, reste largement à investir.

Léandre Mandard, doctorant en histoire, Sciences-Po

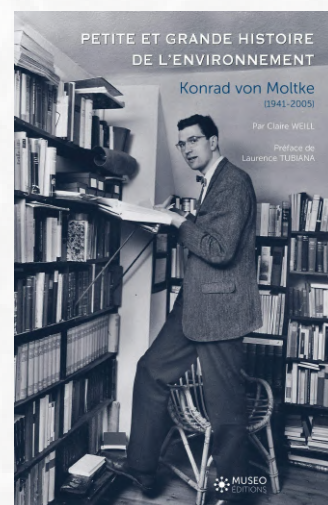
## Avis de parution

### Livres :



Margot Lyautey, Léna Humbert et Christophe Bonneuil (dir.), *Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle*, Rennes, PUR, 2021.

Claire Weill, *Petite et grande histoire de l'environnement. Konrad von Moltke (1941-2005)*, Plaisan, Museo éditions, 2021.



# Avis de parution

## Chapitres d'ouvrage :

Odile De Bruyn, « La patrimonialisation des sites nucléaires: un non-sens? Le regard des artistes », dans Hélène Schmutz, Olivier Chavanon, Émilie-Anne Pépy, Dominique Pety (dir.), *Paysages inhumains*, Chambéry, Presses Universitaires Savoie Mont Blanc, 2021, p. 99-125.

Michel Dupuy, "The Western European Public Sphere and the Environment in Eastern Europe during the Cold War : Between Model, Utilisation and Denunciation", in Eric Bussière, Anahita Grisoni, Hélène Miard-Delacroix, Christian Wenkel (eds), *The Environment and the European Public Sphere : Perceptions, Actors, Policies*, The White Horse Press, 2020.

Steve Hagimont, « L'usage politique du patrimoine naturel. Retour sur les résistances à la création d'un parc national (Ariège, 1964-1981) », in Stéphane Olivesi et Anne-Claude Ambroise-Rendu (dir.), *Patrimoines et patrimonialisation. Les inventions du capital historique (XIXe-XXIe siècle)*, Grenoble, PUG, juin 2021, p. 61-79.

Céline Pessis « De la "croisade pour l'humus" à l' "agriculture biologique". Alertes savantes et mouvements paysans face à la dégradation des sols (1948-1958) », dans Margot Lyautey, Lena Humbert, Christophe Bonneuil (dir.), *Les modernisations agricoles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 233-247.

## Numéros de revue :

Renaud Bécot, Marie Ghis-Malfilatre, Anne Marchand (dir.), « Santé au travail et santé environnementale : une cause commune ? », Dossier spécial, *Sociétés contemporaines*, n°121, 2020.

Laurent Coumel (dir.), « Anthropocène à l'Est. 2020, une marée rouge en Sibérie », Atelier en ligne sur le site *Politika*, avril 2021. <https://www.politika.io/fr/atelier/2020-maree-rouge-siberie>

Anaël Marrec, Sarah Claire (dir.), « Mémoire et énergie », Dossier spécial, *Socio-anthropologie*, n° 42, 2020.

Giacomo Parrinello, G. Mathias Kondolf (dir.), "The Social Life of Sediment", numéro spécial de *Water History*, 13, 1, 2021.  
<https://link.springer.com/journal/12685/volumes-and-issues/13-1>

# Avis de parution

## Articles :

Jean-Daniel Collomb, « Fifteen Years of Controversy on Solar Geoengineering in the United States, Canada, the United Kingdom, and Australia », *Cahiers François Viète*, série III, n°9, 2020, p. 199-230.

Jawad Daheur, « La société civile au secours des forêts (Pologne, fin du XIXe siècle) », *Cahiers d'études du GHFF. Forêt, environnement et société*, n°31, 2021, p. 45-56.

Benjamin Furst, « Pour une histoire environnementale “connectée” de la Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 74, n° 1-2, 2020, p. 155-183.

Benjamin Furst, « L'État face aux rivières d'une province frontière : police des cours d'eau et affirmation de l'autorité royale en Alsace au XVIIIe siècle », *La Houille Blanche*, n°2020-5, octobre 2020, p. 8-16. [en ligne] DOI : <https://doi.org/10.1051/lhb/2020047>

Benjamin Furst, « Frontières, limites et environnement en Alsace aux XVIIe et XVIIIe siècles », *Source(s)*, n° 17, 2020, p. 55-74

Yaël Gagnepain, « Du canal de Roubaix à l'insalubrité de la vallée de l'Espierre. Une histoire environnementale du contrôle de l'eau par les industriels de Roubaix au XIXe siècle », *Histoire@Politique*, n°43, 2021.

Steve Hagimont, « Face au désastre écologique : la nécessité d'une histoire environnementale du tourisme », *Mondes du Tourisme* [En ligne], t. 17, 2020, <https://doi.org/10.4000/tourisme.2648>

Steve Hagimont, « La nature, l'économique et l'imaginaire. L'aménagement touristique de la montagne (Pyrénées, fin du XVIIIe siècle-1914) », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n°67, 2020, p. 30-58.

Steve Hagimont, Laure Teulières et Jean-Michel Hupé, « La question écologique dans les mobilisations de l'ESR : jalons pour une histoire immédiate », *ContreTemps*, n°48, 2021, p. 117-125.

Giacomo Parrinello, G. Mathias Kondolf, "Introduction: The Social Life of Sediment.", *Water History*, 13, 1, 2021, pp. 1-12, <https://doi.org/10.1007/s12685-021-00280-w>

Giacomo Parrinello, Simone Bizzi, Nicola Surian, "The retreat of the delta: a geomorphological history of the Po river basin during the twentieth century.", *Water History*, 13, 1, 2021, pp.117-136, <https://doi.org/10.1007/s12685-021-00279-3>

# Avis de parution

Laurent Warlouzet, « A social Europe with a Greener Perspective: the Evolution of the Delors Commission around 1989 », *Studi Storici*, 62, n°1, 2021, pp. 189-209.

## Encyclopédies

Laurent Coumel, « Un tournant environnemental en demi-teinte : la question écologique en Union soviétique (1953-1986) », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], mis en ligne le 12/07/21, Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21618>

Laurent Coumel, « La catastrophe de Tchernobyl, un traumatisme soviétique et européen », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], mis en ligne le 30/03/21, Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/21516>

Steve Hagimont, « Exploiter et protéger une ressource “naturelle” : la forêt française depuis Colbert », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], Paris, Sorbonne Université, mis en ligne le 12 mai 2021, <https://ehne.fr/fr/programmes-du-lycee/terminale-specialite-histoire/theme-5-l-environnement-entre-exploitation-et-protection-un-enjeu-planetaire/jalons/exploiter-et-protger-une-ressource-«-naturelle-»-la-forêt-française-depuis-colbert>

## Les membres du RUCHE dans les médias :

Table ronde (en ligne) animée par Cyrian Pitteloud et Laurent Coumel, organisée par la BULAC, avec Christine Fassert, Tatiana Kasperski et Rina Kojima "Tchernobyl-Fukushima, 35 ans et 10 ans après" (11 mars 2021) <https://www.youtube.com/watch?v=f9rqLM-nhg4>

Emission « Tout Schuss ! Une histoire de la glisse », Le cours de l'histoire, France Culture, animée par X. Mauduit, avec Steve Hagimont et Yves Morales.

Odile De Bruyn, "Le paysage se dessine rien que pour nos yeux", dans *L'Atlas de la Terre. Comment l'homme a dominé la nature*. Hors-série Le Monde/La Vie, 2021, p. 54-55.

# Instances du RUCHE

## Conseil d'administration et Bureau du Ruche, mandat 2021-2023

Le 7 juin 2021, l'Assemblée du Ruche a procédé à l'élection du nouveau Conseil d'administration, composé de 20 membres :

Bartolotti Fabien	Université Aix-Marseille	Telemme
Bécot Renaud	Sciences Po Grenoble	PACTE
Boisseuil Didier	Université de Tours	CeTHIS
Bonneuil Christophe	CNRS / EHESS	CRH
Coudreau Marin	EHESS	CERCEC
Daheur Jawad	CNRS / EHESS	CERCEC
Deudon Laëtitia	Université Polytechnique des Hauts de France	Calhiste
Fagon Louis	EHESS	CIREC
Furst Benjamin	Université Haute-Alsace	CRESAT
Gagnepain Yaël	Université de Lille	IRHIS
Grancher Romain	CNRS / Université Bretagne Sud	TEMOS
Hagimont Steve	Université Versailles Saint-Quentin	CHCSC
Mathis Charles-François	Univ Bordeaux / Paris I (à partir de 09/2021)	CEMMC / CRHXIX
Morera Raphaël	CNRS / EHESS	CRH
Pépy Emilie-Anne	Université Savoie Mont-Blanc	LLSETI
Pessis Céline	INRAE / UPEM	LISIS
Rainhorn Judith	Université Paris I	CHS
Rivoal Solène	Institut National Universitaire d'Albi	Framespa
Vrignon Alexis	Université de Haute-Alsace	CRESAT
Znaien Nessim	Université Aix-Marseille	TELEMME

Sur les équilibres : 4 nouveaux membres du CA et 16 « anciens » ; 8 membres en Ile de France et 12 en régions ; 5 femmes et 15 hommes. Sur les 20 membres, 3 sont encore en thèse, et 12 sont universitaires/chercheurs statutaires.

Le 28 juin 2021, le Conseil d'administration du Ruche a procédé à l'élection des membres du Bureau suivant : Renaud Bécot, Jawad Daheur, Laëtitia Deudon, Romain Grancher, Emilie-Anne Pépy, Céline Pessis.

Au sein du Bureau, les mandats ont été répartis de la manière suivante :

Présidence : Renaud Bécot

Vice-Présidence : Emilie-Anne Pépy

Secrétariat : Céline Pessis

Trésorerie : Jawad Daheur

Communication/Bulletin : Laëtitia Deudon

Webmestre : Romain Grancher

Le Bureau sera étroitement assisté de deux chargés de mission : Steve Hagimont pour l'organisation de l'initiative de la « Ruche de l'histoire », et Louis Fagon participera aux activités sur la communication en lien avec Laëtitia Deudon et Romain Grancher.

**Pour faire vivre la recherche en Histoire  
Environnementale : Adhérez au RUCHE !**

**En adhérant au RUCHE, vous manifesterez votre soutien à notre démarche, et donnerez du poids à notre association. Vous pourrez aussi participer à sa vie démocratique et à ses instances dirigeantes.  
Merci de votre adhésion.**

**<https://leruche.hypotheses.org/quest-ce-que-le-ruche/adherer-au-ruche>**

**<https://www.helloasso.com/associations/ruche/adhesions/formulaire-d-adhesion-ruche-1>**

**Équipe de rédaction du bulletin : Louis Fagon, Renaud Bécot, Yaël Gagnepain**